



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du - 2 JAN. 2023**

**mettant en demeure le SIVOM du Bassin de l'EHN  
Station d'épuration - D 215 à Meistratzheim  
de respecter les prescriptions des points V et IX de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel  
du 17 décembre 2019 relative aux MTD applicables à certaines installations de traitement de déchets**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- VU le rapport du 14 novembre 2022 de la visite du 28 octobre 2022 de l'inspection des installations classées sur le site du SIVOM DU BASSIN DE L'EHN à MEISTRATZHEIM ;
- VU les observations de l'exploitant du 25 novembre 2022 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 28 octobre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a recours au torchage du gaz produit par le méthaniseur dès lors que la capacité de stockage est atteinte ;

CONSIDÉRANT qu'il est ainsi contrevenu à la disposition du point V de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel susvisé qui précise que « l'exploitant ne recourt au torchage que lorsque la mise à la torchère est inévitable, notamment pour des raisons de sécurité ou pour des conditions opératoires non routières », l'insuffisance de capacité de stockage du gaz ne rentrant pas dans ces critères ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 28 octobre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas établi de plan d'efficacité énergétique ;

CONSIDÉRANT qu'il est ainsi contrevenu à la disposition du point IX de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel susvisé qui précise que « l'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique » ;

CONSIDÉRANT que par courrier du 25 novembre 2022 l'exploitant a transmis un plan d'action avec des échéances allant jusqu'au 15 janvier 2024 et qu'il convient de laisser un délai à l'exploitant jusqu'au 30 juin 2024 pour réaliser les travaux qui en découleront ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> - prescriptions à respecter

Le SIVOM du Bassin de l'EHN, dont le siège social est situé 38 rue du maréchal Koenig, 67212 OBERNAI est mis en demeure de respecter pour ses installations de la station d'épuration - D 215 à Meistratzheim, d'ici le 30 juin 2024 les prescriptions suivantes :

#### « Point V de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 : Limitation de l'usage et conception des torchères »

L'exploitant ne recourt au torchage que lorsque la mise à la torchère est inévitable, notamment pour des raisons de sécurité ou pour des conditions opératoires non routinières, et l'exploitant applique toutes les techniques suivantes :

- surveillance en continu du gaz mis à la torchère : mesure du débit de gaz et estimation des autres paramètres : composition du flux de gaz, pouvoir calorifique, taux d'assistance, vitesse, débit du gaz de purge, émissions polluantes, bruit. La durée et le nombre des opérations de torchage sont enregistrés et permettent l'estimation des flux émis. L'exploitant analyse ces informations pour éviter de futures opérations de torchage ;
- la conception des torchères est optimisée : hauteur, pression, assistance par vapeur, air ou gaz, type de bec de torche ;
- l'unité de mise à la torche est gérée de façon à garantir l'équilibrage du circuit de gaz et utilise des systèmes avancés de contrôle des procédés ;
- les unités de mise à la torche autorisées ou remplacées après le 17 août 2018 prévoient un système de récupération des gaz d'une capacité suffisante et utilisent des soupapes de sûreté à haute intégrité.

#### Point IX de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 : Efficacité énergétique

L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique :

- permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ;
- déterminant des indicateurs de performance annuelle ;
- prévoyant des objectifs d'amélioration périodique.

L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé. »

### Article 2 - mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

### Article 3 - sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la

Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

#### **Article 5 - exécution**

- La sous-préfète de l'arrondissement de Sélestat-Erstein ;
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au SIVOM du bassin de l'EHN, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Meistratzheim.

La préfète,

Pour la ~~Préfète~~ et par délégation  
 ~~Secrétaire Général~~

**Mathieu DUHAMEL**

